[illegible] avec la toute idée de servir et la [illegible] et à la République. (Applaudissements.)

Dans mon long séjour au *Progrès du Nord*, dans mes pérégrinations dans ses usines d'en-[illegible] et dans ses ateliers, je suis combien sont [illegible] d'entre vous, ouvriers, qui vous trouvez en moi un ami dévoué, un défenseur ardent et convaincu de leurs intérêts. (Applaudissements.)

Tous les électeurs du canton peuvent d'ailleurs avec distinction avoir confiance en ma parole de républicain ami du peuple. Ils me trouveront sans trêve prêt à soutenir leurs intérêts, à faire valoir leurs droits, à défendre aussi les institutions républicaines avec les réformes toutes les réformes qui en découlent.

Tel vous connaît, tel vous conseiller général comme il le fut dans la sphère plus modeste ou je bornais mes ambitions. (Applaudissements).

M. Georges Lelou, ouvrier typographe prend la parole en ces termes:

Discours de M. Georges Lelou

Ce n'est pas comme président du syndicat des Typographes que je prends la parole, car le syndicat est au dessus de la politique: c'est comme ouvrier; toutefois, je pourrais dire sans crainte d'être démenti que M. Dugardin est sympathique à l'unanimité des typographes.

Avant de donner les motifs qui m'ont amené à prendre la parole dans cette réunion, je vous examine, comme ouvrier, quels sont les avantages offerts par les partis en présence.

Je ne m'apparentirai pas sur le parti réactionnaire, car je ne comprends pas que plus de cent ans après la Révolution, il puisse y avoir des ouvriers à la remorque d'un tel parti alors que tout de sang fut versé pour la conquête de notre indépendance!

Je demanderai tout simplement à ces ouvriers égarés s'ils savent où sont leurs intérêts lorsque mais dans l'intérêt de renverser leurs droits ils sont du dernier moyen: la grève.

Au lieu d'être à leur tête et de réclamer justice, ils finissent des prières pour que le patron sort le vainqueur de la lutte.

Dans ce parti on oblore le vaincu et. il n'y a pas que la malheureuse.

Je passe aux hommes d'hommes d'ordre que représente M. Faulhille.

Que vois-je dans ce parti: Ceux qui ont afflué à la République lorsqu'elle fut définitivement devenue le gouvernement de la démocratie française, qui ont joui des privilèges et des honneurs et qui, lorsqu'il s'agit d'accomplir les réformes tournent le dos au prolétariat pour défendre les millionnaires.

Au premier rang des défenseurs de ce parti je trouve des avocats qui préfèrent les spécs accumulés du capital à la reconnaissance du peuple et, derrière eux, les gros patrons, ceux qui ont forgé les socialistes par leurs injustices et leurs exactions et qui, quoique s'intitulant le parti de l'ordre, nous menaceraient sûrement à la révolution.

Que nous offre ce parti, la raise des invalides du travail, comme *prouvence*, et la mutualité.

Pour le reste, quiconque a une conception plus juste des réformes à accomplir est qualifié socialiste.

C'est le parti de la défense du coffre-fort. Chez ces gens-là, à la place du cœur il y a un sac d'écus.

Et ont ceux dire qu'ils représentent seuls le parti républicain: Depuis quand donc les ouvrieurs de la démocratie ont-ils le droit de parler au nom de l'armée républicaine, et peut-on concevoir qu'ils aient la prétention de la représenter?

Ce sont eux qui ont empêché les réformes de s'accomplir, ce sont eux qui ont enfantés les socialistes, ou plus exactement les mécontents; ce sont aussi ces mécontents les ouvriers ne peuvent se grouper sous leur drapeau.

Reste le parti socialiste représenté par M. Delory.

Je n'ai rien à dire de notre maire qui fut mon collègue en typographie; j'ai même pour lui de la sympathie, mais ce point mis de son passé et je n'approuve pas les théories nébuleuses qu'il professe.

Cet homme était nécessaire avant de parler du parti progressiste que représente M. Dugardin. Pour savoir ce que fera le parti il faut connaître ce qu'a fait son représentant et le fait la cause de mon intervention.

Quand les typographes ont présenté un tarif, M. Dugardin l'a approuvé, et si ce tarif n'a pas été signé, c'est au président des *hommes d'ordre* que nous le devons.

M. Dugardin est partisan de la réduction des heures de travail, puisqu'au *Progrès* la journée actuelle est de 9 heures 1/2; les heures supplémentaires sont gratifiées.

M. Dugardin est partisan des conseils d'arbitrages, et en fait il l'a institué, puisque lorsqu'une réclamation surgit, il la discute avec les représentants du syndicat.

M. Dugardin est partisan de la réforme de l'inspection du travail et des conseils d'hygiène.

Enfin le *Progrès* est la bourse du travail de la typographie; c'est sous l'œil bienveillant de M. Dugardin que les chômeurs comme les patrons ou les coalisateurs en quête d'ouvriers viennent se renseigner.

Le Syndicat a trouvé au *Progrès du Nord* un chef sur comme un concours dévoué et ses millitants ont pu accomplir en toute sécurité, toute de philanthropie et de solidarité sans être inquiétés.

Voilà ce que j'avais à dire et vous comprenez pourquoi je suis intervenu.

Je conclurai en disant que si tous les partisans comme M. Dugardin, il n'y aurait pas de socialisme. J'avais cette justice à lui rendre. C'est fait.

M. Lagrillière à la tribune

Il fut tout d'abord, on réclame M. Lagrillière, notre ancien président, qui, dit-il, a cru bon aussi de venir apporter à notre sympathique administrateur l'appoint de sa parole chaude et éloquente:

Je n'ai rien à dire de M. Delory, dit-il, mais la seule ou ses idées qui représentent ces personnes.

Rien ou dit, on ne veut laisser croire que M. Dugardin est un collectiviste; c'est une sottise [illegible] d'une manière, on trouvera dans ce journal cent articles contre le collectivisme; il serait impossible d'en trouver un seul en faveur du collectivisme.

Depuis 1848, le Dugardin, tout son passé protesta contre des allégations de ce genre. Ne fut-il pas en [illegible] dans l'action contribua à enlever [illegible] de la Chambre des Députés comme M. [illegible] et tant d'autres démocrates du [illegible] et Ferry.

Du reste, tout à la Modération du pays et [illegible] Opinion, ils ne cédait [illegible] la République. (Bires et applaudissements.)

Quant à M. Delire, lui aussi, s'intitule [illegible] et nous en jugeons par la lettre [illegible] qui nous communique aux deux [illegible] Nord-Est:

Les Comités Républicains Libéraux! Observez ce pluriel. Cette formule subtile prouve que M. Battel-Rogue cherche à rouler son camarade Fauchille en acceptant de faire croire que la fusion des comités Rogue a été faite de nouveau au profit d'un des candidats électoraux d'aujourd'hui.

L'Echo du Nord lui, intitule M. Fauchille candidat républicain progressiste, et il fait appel à tous les républicains progressistes en sa faveur et il donne son candidat toutes les qualités, il l'assisonne à une sauce faite avec toutes les herbes de la Saint-Jean; il ne lui reste plus qu'à solliciter pour lui du saint-pire la même faveur que celle obtenue par son concurrent.

Puisque M. Fauchille et l'*Echo* sont républicains progressistes, que sommes-nous devenus nous?

Cela n'a pas empêché M. Fauchille d'avoir en souvent, comme on sait, les sympathies des nos confrères: la *Croix* et la *Dépêche*.

Si M. Fauchille n'est pas le candidat de la *Croix*, en n'est pas de sa faute.

C'est de la faute de son comité.

L'orateur fait alors un vigoureux appel en faveur de la candidature nettement républicaine de M. Dugardin.

Il est grand temps que le parti républicain se ressaisisse.

Pendant la durée du ministère Méline, les cléricaux ont pu montrer leurs appétits et montrer à l'aise à l'assaut des conquêtes de la République.

Le suffrage vient de faire entendre sa voix et le coup de tonnerre de cette détonnant a renversé le ministère, nécessé d'hier doit faire place au ministère de demain qui s'appuyera sur une majorité républicaine.

Par conséquent, l'heure du réveil des consciences a sonné. Il est temps de se grouper à nouveau autour du drapeau.

Il est temps d'opérer la fusion de toutes les bonnes volontés républicaines.

Il est temps enfin de reconstituer notre grand parti républicain.

Aujourd'hui le porte-drapeau du parti est notre ami Dugardin.

C'est pour lui que vous voterez *tous demain*, dans l'intérêt du canton et de la République.

* * *

Le discours de notre collaborateur Lagrillière, Beaucler est très chaleureusement applaudi par la salle entière.

Discours de M. Robert

Notre rédecteur en chef a alors pris la parole.

Citoyens, dit-il, on vous a tout dit des candidats en présence: MM. Dugardin, Delory, Battet, Fauchille. Il ne me reste plus qu'à préciser la situation de la lutte engagée.

On nous accuse notre nom de républicains progressistes.

Quand nous entrons dans la lutte, ce n'est certes pas pour nous assurer des avantages personnels; nous engageons une lutte de principes.

Quelle que soit notre affection personnelle pour Dugardin, nous n'avons en vue que le drapeau qu'il tient d'une main ferme et vaillante.

Nous avons voulu affirmer qu'ici, comme sur tous les points de la France qui ont donné la majorité à nos amis, il existait un parti républicain progressiste.

Mais, ici, nous avons eu, ce qui n'a pas existé partout, une énorme pression administrative et militaire. Ce ne sont pas les expressions de la volonté du peuple qui ont été manifestées, c'est la puissance de l'argent.

En dehors du Nord, il y a eu un parti progressiste ou radical, appelez-le comme vous voudrez, dont le but est d'arriver à satisfaire les aspirations républicaines.

Ce parti vient de prouver son existence dans le scrutin sur l'ordre du jour de MM. Ricard et Bourgeois qui a renversé le ministère Méline. C'est de ce parti que nous nous réclamons; il a les sympathies, mais pas plus que son journal *l'Echo du Nord*, et c'est pour le montrer que nous avons voulu avoir, nous aussi, notre candidat.

Le programme de M. Fauchille n'est qu'un tissu de banalités, de la pure phraséologie. Mais il s'est bien gardé de nous dire s'il était partisan des lois scolaire et militaire.

M. Dugardin a pour programme l'intérêt, *l'Echo* vous prêche l'ordre. Oh! on la connaît cette théorie de l'ordre qui fut celle de 1840 et de 1876 et nous savons quel en fut le résultat pour le républicains.

N'est-ce point au nom de l'ordre que fut faite la réaction de 1849 et le coup d'Etat de 1851, qui devait aboutir 20 ans après à la catastrophe de Sedan.

Nous avons eu depuis, dans les assauts livrés à la République, par les hommes du 24 et du 16 Mai. Dugardin avec vous les anciens, lutte pour la République contre *l'ordre moral*.

Nous voulons aller de l'avant. Il est désespérant de nous demandons la solution, et